

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10 · Numéro 10, 16 Juillet 2009

Ligne de Fond

Afrique : l'intégration régionale comme alternative pour les pays africains à la crise mondiale selon la CNUCED..... 1

Coopération : Le Sud pourrait supplanter l'occident si l'UE ne corrige pas sa conduite par rapport à l'Afrique..... 3

Nouvelles de l'OMC

DOHA: Espoirs d'une conclusion pour 2010..... 3

OMC : La Chine accusée de préférence commerciale risque de répondre devant l'organe juridictionnel de l'OMC..... 4

Sur le fil

UA : La coopération Sud – Sud magnifiée par la présence du président brésilien "invité d'honneur" au 13ème sommet de l'UA en Lybie 5

OMC : Les Membres examinent les réactions commerciales face au problème de la grippe A/H1N1 5

Nouvelles régionales

Les APE et le TEC au cœur des discussions au 36ème sommet de la CEDEAO au Nigeria 6

AFRIQUE/INVESTISSEMENTS : nouvelle terre promise pour les investisseurs ?..... 6

Regain d'intérêt 7

APE: Une douzaine de journalistes économiques s'interrogent : Où en est la presse économique ouest africaine ?..... 8

Evénements et Publications

Evénements :..... 8

Publications 9

PASSERELLES, SYNTHÈSE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE© est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

Afrique : l'intégration régionale comme alternative pour les pays africains à la crise mondiale selon la CNUCED.

L'édition 2009 du « Rapport sur le développement économique en Afrique » a mis, cette année, l'accent sur le renforcement de l'intégration régionale.

Lors du lancement de ce rapport, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), M. Supachai Panitchpakdi, a soutenu que l'intégration régionale est sans doute « le meilleur moyen » pour le continent de corriger les faiblesses structurelles de ses économies.

Des regroupements régionaux existent en Afrique, c'est à dire que l'intégration régionale n'est pas un concept nouveau en Afrique, on y dénombre une quinzaine de groupements économiques.

Certaines zones sont plus avancées que d'autres. Ainsi, le Secrétaire Général de la CNUCED s'est particulièrement félicité des efforts du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Malgré ces efforts, le continent africain doit d'avantage développer l'intégration et le commerce interafricain. Toutefois, a précisé le Secrétaire général de la CNUCED, il ne représente que 9% du volume total des échanges, alors que le taux est de 18% en Amérique latine, 45% en Asie et 70% en Europe. Les investissements régionaux ne représentent, quant à eux, que 13% en Afrique, contre 30% en Asie.

Cette situation tient d'abord, selon le Secrétaire général, à la faiblesse des infrastructures lourdes et légères en Afrique. Le transport routier et

maritime reste défaillant, dans un continent qui abrite 15 des 44 pays sans littoral que compte le monde. En Afrique, les coûts de transport sont de 130% supérieurs à ceux du reste du monde, a-t-il souligné. De plus, les institutions et réglementations commerciales sont loin de répondre aux besoins des investisseurs.

L'intégration régionale en Afrique s'est en effet faite sans une implication massive du secteur privé. En conséquence, le continent continue de souffrir d'un manque de diversité dans les produits offerts. Si l'Afrique n'a pas fait plus d'efforts en la matière, a cru comprendre le Secrétaire général, c'est peut-être qu'elle a connu une telle croissance, soit 16% ces 10 dernières années, dans le commerce international, en particulier avec la Chine, qu'elle a eu tendance à négliger les échanges interrégionaux.

Mais avec la crise, le continent risque de subir une chute drastique du volume de ses échanges, qui passeraient de 13% en 2007 à 9% en 2009, ainsi qu'une baisse des investissements directs étrangers (IDE), de l'aide publique au développement (APD) et des envois de fonds des travailleurs migrants.

Les pertes dues au ralentissement du commerce international auraient pu être largement compensées par le dynamisme du commerce régional, a estimé le Secrétaire général de la CNUCED. Aujourd'hui, 40% des échanges régionaux ne sont assurés que par l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et le Nigéria, a-t-il relevé. Mais tous les espoirs restent permis, a dit le Secrétaire général, car « la bonne nouvelle » est que les trois quarts du commerce sur l'ensemble du continent ont lieu dans la même sous-région, ce qui est un bon point de départ. « L'autre bonne nouvelle » est que le commerce interrégional est plus diversifié que le commerce international. Si 60% des exportations africaines concernent le pétrole, les exportations interafricaines sont davantage tournées vers les produits agricoles et les biens manufacturés.

La régionalisation de l'économie, a souligné le Secrétaire général de la CNUCED, aura un impact évident sur les investissements, la productivité, la diversification industrielle et la compétitivité. Il revient aux dirigeants africains, a-t-il suggéré, de

montrer une réelle volonté d'aller de l'avant. Le Secrétaire général a jugé « encourageant » le fait que le COMESA, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Communauté d'Afrique de l'est (CAE) envisagent une fusion. Il s'en est d'autant félicité que « trop de chevauchements » caractérisent les différents groupements économiques.

Il faudra aussi, a-t-il poursuivi, que les dirigeants africains soient clairs, dans le cadre des accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE) sur le type d'appui qu'ils attendent pour leur intégration régionale. Enfin, le Secrétaire général de la CNUCED a conseillé aux pays africains, compte tenu des coûts énormes de l'intégration tant des infrastructures lourdes que légères, de décider des politiques d'investissement à promouvoir au niveau régional et de faire davantage pour faciliter la mobilité des ressources humaines.

Supachai Panitchpakdi n'a pas échappé à quelques questions sur l'appropriation, par des investisseurs non africains, des terres arables dans des pays comme le Soudan ou Madagascar. Il a affirmé que la CNUCED suit de très près ce dossier sur lequel l'ONU devrait jouer un rôle « d'avocat d'affaires » pour assurer que les contrats conclus soient vraiment des contrats « gagnant-gagnant ».

S'il n'a pas voulu commenté spécifiquement l'accord sino-congolais portant sur un investissement de 9 milliards de dollars garantis par les mines, le Secrétaire général a estimé que jusqu'ici les investissements asiatiques en Afrique ont été « salvateurs », au moins pour la coopération Sud-Sud. Il a tenu à préciser que ces investissements ne concernent pas seulement l'industrie extractive, mais aussi les secteurs du transport, des nouvelles technologies, du tourisme ou de la gestion des ports. Il est clair, a-t-il dit, que la CNUCED veille à ce que tous les contrats répondent aux normes internationalement agréées en matière de transparence.

S'agissant de la crainte de voir les pays africains s'enfermer dans une nouvelle « bulle de la dette » pour sortir de la crise actuelle, il a d'abord jugé important qu'on cède à ces pays une marge de manœuvre politique pour leur permettre de relancer leurs économies. À moyen terme, a-t-il

dit, il faudra bien que les créanciers consentent à restructurer la dette et à envisager des dons plutôt que des prêts.

Sources CNUCED, Note ENDA.

Coopération : Le Sud pourrait supplanter l'occident si l'UE ne corrige pas sa conduite par rapport à l'Afrique

Les relations entre l'occident et ses anciennes colonies sont dans un tournant décisif. Depuis le lancement des négociations commerciales bilatérales communément appelées APE (Accords de Partenariat Economique), les deux parties tentent de mettre en place de nouveaux accords commerciaux respectant les règles de l'OMC et promouvant en même temps le développement. Les différences de vue et d'objectifs sur certaines questions font que depuis le début de ces négociations, les pays africains se méfient de leur plus grand partenaire commercial qu'est l'UE. L'objectif de cette dernière d'introduire une clause NPF dans les futurs accords a fini d'exacerber cette méfiance des africains.

A cela s'ajoute la baisse de l'aide et les difficultés de l'UE à respecter ses engagements sur cette aide. Ainsi, en guise de protestation, les africains par la voie du président sénégalais Abdoulaye Wade ont appelé récemment les Européens à renforcer leur aide à l'Afrique, faute de quoi le continent africain se tournera plutôt vers la Chine, l'Inde ou le Brésil pour se développer.

En marge de conférence de presse sur le développement des transports en Afrique au siège de la Commission européenne, le président Wade déclarait que "l'Afrique veut bien coopérer avec l'Europe, mais si l'Europe se ferme de l'Afrique au moment où nous avons l'Inde, la Chine, le Brésil qui viennent nous offrir la même chose que l'Europe à des prix inférieurs et à des conditions extraordinaires de crédit sur 15 ou 20 ans, ça aussi ça fait partie des réalités économiques"

"L'Europe devient de moins en moins concurrentielle en ce qui concerne l'Afrique: je vous le dis franchement, je vous le dis

sincèrement, je vous le dis amicalement, en espérant que vous réfléchirez à tout ça et que nous trouverons ensemble les moyens de renforcer la coopération entre l'Europe et l'Afrique", a-t-il ajouté.

Pour le président Wade, la coopération avec l'Europe doit continuer mais sur une base différentes de ce qui se faisait. Il faut une coopération dans laquelle l'Afrique ne sera pas perdante. "Nous disons: trois ou quatre siècles de coopération ne doivent pas s'effacer comme cela, et nous restons attachés à la coopération entre l'Europe et l'Afrique. Il faut qu'on en discute et qu'on tienne compte des réalités économiques", a-t-il ajouté.

M. Wade, coordonnateur des questions d'infrastructures pour le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), a notamment reproché aux Européens de privilégier l'Afrique méditerranéenne, via l'Union pour la Méditerranée lancée en juillet 2008, par rapport à l'Afrique noire.

"Notre grande inquiétude", a-t-il insisté, est que la création de l'Union pour la Méditerranée ait pour conséquence "d'isoler l'Afrique".

"Nous ne resterons pas sans réagir à cette espèce d'enfermement" de l'Afrique noire, a-t-il averti, et cette dernière va "s'ouvrir à l'Amérique latine" et "à l'Inde" pour favoriser "une coopération Sud-Sud qui va nous permettre de nous développer".

Sources AFP, note ENDA

NOUVELLES DE L'OMC

DOHA: Espoirs d'une conclusion pour 2010

L'OMC espère que le cycle de Doha sera enfin conclu en 2010. Depuis l'échec du mini – sommet de juillet 2008, les membres ne s'attendaient pas à une reprise de sitôt des négociations commerciales. L'échec, qui pourtant n'a pas surpris tout le monde, (certains le voyaient venir) était l'occasion de cependant d'évaluer les compromis. Les points divergents clairement identifiés devaient faire l'objet d'intenses

négociations. Mais jusqu'à présent, rien que des déclarations et vœux d'intention. Les grandes puissances n'ont, si elles n'ont pas reculé, avancé sur aucun des sujets divergents. Ni sur les questions agricoles, qui constituent le nœud gordien de ces négociations, ni sur les services, et encore moins sur les autres questions liées au commerce.

Mais, les négociations reprennent timidement, les présidents des comités de négociations sont en train d'affiner les meilleures stratégies pour faire adhérer le maximum de membres aux propositions.

Le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) Pascal Lamy a estimé récemment que les négociations du cycle de Doha sur la libéralisation du commerce prenaient "plutôt bonne tournure" en vue d'une conclusion en 2010. "Il faut terminer l'année prochaine", a-t-il affirmé sur France Info, estimant que "techniquement, c'est faisable, politiquement (...) ça prend plutôt bonne tournure". "Si j'en crois notamment ce qui vient d'être dit à Paris pendant ces deux jours par le négociateur américain et par le négociateur indien, c'est leur intention", a-t-il ajouté, en faisant allusion au forum 2009 de l'OCDE qui s'est tenu cette semaine dans la capitale française.

Les pays en développement, durement touchés par la crise car dépendant le plus du commerce international, "poussent beaucoup plus qu'auparavant pour la conclusion de cette grande négociation", a-t-il observé.

Quant aux pays riches, moins dépendants du commerce extérieur, ils ont "très largement déjà accepté" les nouvelles règles du commerce négociées dans le cadre du cycle de Doha: "ce qu'il y a sur la table, c'est 80% de la négociation", a-t-il commenté. "Il reste un peu de travail à faire", a-t-il ajouté, soulignant qu'avec l'arrivée d'une nouvelle administration américaine, il fallait "un peu de temps" pour mettre les choses en place.

Les négociations de Doha piétinent depuis des années sur des confrontations nord-sud sur les dossiers agricoles et industriels. Washington et New Delhi se sont notamment opposés en 2008

sur des mesures de protection souhaitées par l'Inde contre les produits importés à bas prix.

OMC : La Chine accusée de préférence commerciale risque de répondre devant l'organe juridictionnel de l'OMC

Le représentant américain au Commerce extérieur Ron Kirk a accusé la semaine dernière la Chine de pratiquer la "préférence nationale" dans la destination de ses matières premières industrielles, dont les Etats-Unis veulent discuter devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les Etats-Unis ont engagé, en même temps que l'Union européenne, la première étape d'une plainte contre la Chine à l'OMC, pour protester contre des restrictions de Pékin à l'exportation de matières premières stratégiques.

"Dans les règles de l'OMC, une telle distorsion de l'égalité du commerce international n'est tout simplement pas autorisée", a affirmé M. Kirk lors d'une conférence de presse à Washington.

"Ce n'est pas convenable dans des affaires spécifiques comme celle que nous soulevons aujourd'hui, et ce n'est certainement pas convenable comme soutien à la politique industrielle d'un pays", a-t-il souligné.

"Maintenant et à l'avenir nous combattons ce genre de préférence nationale", a-t-il ajouté.

Cette plainte est la première des Etats-Unis à l'OMC depuis l'entrée en fonctions du président Barack Obama en janvier.

"Nous sommes extrêmement inquiets devant ce qui semble être une politique consciente qui crée des préférences injustes pour l'industrie chinoise en rendant les matières premières moins chères pour les entreprises chinoises à l'achat, et les biens moins coûteux pour elles à produire", a expliqué M. Kirk. Interrogé par un journaliste chinois sur la possibilité que cette plainte limite la croissance en Chine, M. Kirk a repoussé cette critique.

"Nous pensons que de faire en sorte que nos partenaires commerciaux se plient aux règles sur

lesquelles nous nous sommes mis d'accord ne mettrait en aucune façon en danger leur économie", a-t-il indiqué, rappelant "les engagements qu'a pris la Chine quand elle a intégré l'OMC" en 2001.

"Et nous pensons que de demander aux exportateurs chinois d'être en concurrence avec nous sur un pied d'égalité les rendra plus forts et non plus faibles. Donc ce n'est pas seulement bon pour les industriels américains, nous pensons que ce serait bon pour l'économie chinoise à plus long terme", a déclaré M. Kirk.

Selon lui, "ces mesures touchent les industriels de l'acier, de l'aluminium et de la chimie américains entre autres industries qui ont cruellement besoin de ces matériaux pour fabriquer leurs produits. Ces mesures menacent également des milliers d'emplois en Amérique pour ceux qui sont salariés de ces secteurs importants".

M. Kirk n'a pas évoqué le processus lancé par l'Union européenne. Le lancement de consultations, première étape du processus de règlement des différends à l'OMC, est une étape qui dure jusqu'à 60 jours, avant la mise en place le cas échéant d'un groupe spécial chargé d'examiner la plainte déposée. Européens et américains reprochent à la Chine de pratiquer des restrictions à l'exportation --sous la forme de quotas, de droits à l'exportation ou de prix minimum à l'exportation-- sur certaines matières premières utilisées par

l'industrie, notamment pour la fabrication de semi-conducteurs ou dans l'aéronautique.

Sources AFP

SUR LE FIL

UA : La coopération Sud – Sud magnifiée par la présence du président brésilien "invité d'honneur" au 13ème sommet de l'UA en Lybie

Au moment où la coopération nord - sud bat de l'aile, les opérations de charme des puissances

commerciales du Sud continuent. Après la grande offensive chinoise, le Brésil se fait distinguer.

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva sera "l'invité d'honneur" du 13e sommet de l'Union africaine (UA) qui se déroule en ce moment (1er au 3 juillet) à Syrte en Libye.

L'UA africain en plus s'inspirer de l'expérience brésilienne en matière d'agriculture, compte jeter les bases d'une coopération gagnant – gagnant.

Le Brésil a une expérience riche dans le domaine de l'agriculture qui se trouve au centre du prochain sommet dont le thème est : Investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire", ajoute le communiqué, rappelant que le Brésil "est le pays où se trouvent le plus de descendants d'Africains en dehors d'Afrique".

Selon l'UA, cette invitation est également un hommage "à l'attention particulière que le président Lula a porté personnellement à l'Afrique et aux relations entre l'Afrique et l'Amérique du Sud".

"Le commerce entre l'Afrique et le Brésil a été multiplié par cinq depuis 2002 et l'arrivée à la présidence du président Lula".

OMC : Les Membres examinent les réactions commerciales face au problème de la grippe A/H1N1

Des pays exportateurs se sont plaints, le 23 juin 2009, de certaines des restrictions commerciales qui ont été imposées à cause de la pandémie de grippe A/H1N1 et du fait que l'OMC n'en a pas été informée; plusieurs pays ont répondu qu'ils avaient dû faire face à une situation d'urgence. Ce point a été examiné, parmi de nombreux autres problèmes commerciaux, à la réunion tenue les 23 et 24 juin par le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), qui s'occupe de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux et de la préservation des végétaux.

NOUVELLES REGIONALES

Les APE et le TEC au cœur des discussions au 36^{ème} sommet de la CEDEAO au Nigeria

Le sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), s'est tenu le 22 juin à Abuja. A l'ordre du jour, la modification du Tarif extérieur commun (TEC) régional " adopté en janvier 2006 et examen du rapport de la 62^{ème} session du conseil des ministres du 27 mai dernier qui avait examiné l'état des négociations des Accords de partenariat économique (APE) entre la CEDEAO et l'Union européenne.

Les chefs Etat ont, par ailleurs, planché sur la crise économique mondiale, ses effets et les solutions appropriées pour les juguler un tant soit peu. Les APE, l'intégration régionale et spécialement, la libre circulation des personnes et des biens dans la sous-région seront aussi au menu de ce sommet. La région Afrique de l'Ouest s'est engagée d'accompagner les pays qui ont déjà signé des accords intérimaires avec l'UE afin de les intégrer dans le futur accord régional. L'on comprend dès lors que la délégation ivoirienne conduite par le président Gbagbo soit composée d'experts des différents secteurs des transports, des ministres Amadou Koné de l'Intégration africaine et Albert Mabri Toikeusse des Transports.

Il faut rappeler que les APE n'ont pas été signés à la date du 29 juin 2008, la dernière rencontre entre ces deux parties a constaté l'impossibilité manifeste de s'engager dans un APE en juin 2009.

La a été l'occasion pour les parties de se rendre compte aussi bien de l'importance des progrès réalisés mais aussi de la profondeur des divergences. Les deux parties se sont engagés lors de la dernière session des négociateurs en chef qui s'est tenue le 17 Juin à Bruxelles à signer un APE porteur de développement qui englobera aussi bien le commerce des marchandises que le commerce des services ainsi que la coopération au développement.

D'autre part, la CEDEAO et l'UEMOA doivent renforcer la coopération, consolider la démocratie

et créer les conditions d'une meilleure intégration afin de relever les défis du développement. Ils doivent également mettre en oeuvre les critères de convergences et évoluer vers une monnaie unique", a conclu M. Ibn Chambas. L'ambassadeur Said Djinnit, représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique a, pour sa part, indiqué que les Etats de la CEDEAO ont certes accompli des efforts, mais ils restent confrontés à des défis majeurs tels que la sécurité alimentaire, les changements climatiques, la crise économique mondiale, le trafic de drogue et les changements inconstitutionnels de gouvernements.

Le sommet a aussi discuté de l'impact sur la région de la crise économique et financière mondiale et donnera des directives sur des moyens pour atténuer ses effets sur les économies des Etats membres.

AFRIQUE/INVESTISSEMENTS : nouvelle terre promise pour les investisseurs ?

L'Afrique pourrait devenir en ces temps de crise une nouvelle terre d'investissement, affirme Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de la Banque mondiale. Elle estime que la région sera une des rares dans le monde qui pourrait connaître une croissance en 2009.

Rien ne serait joué d'avance. Un surcroît de «flexibilité » est conseillé. Cela ramène à la question essentielle du climat d'accueil et l'environnement des entreprises. Mais l'impact social ne doit pas être négligé dans le processus de modernisation.

Mme Okonjo-Iweala a exprimé son point de vue devant le 19^e Forum économique mondial (WEF) sur l'Afrique qui se tenait du 10 au 12 juin 2009 au Cap (Afrique du Sud).

L'Afrique, classée dans son ensemble, comme le continent le plus pauvre de la planète, a des chances de devenir une des zones les "plus propices pour les investissements, plus que de nombreuses autres régions du monde", a-t-elle affirmé.

Le directeur général de l'Etablissement pour le climat des investissements en Afrique (ICF), Omari Issa, affirme pour sa part que "les

investisseurs vont regarder l'Afrique comme une opportunité, mais si l'environnement n'est pas prometteur, ils partiront. Si au contraire, ils trouvent un environnement favorable pour faire des affaires, ils resteront et feront des émules".

Selon le FMI, l'Afrique, qui a affiché ces cinq dernières années une croissance supérieure à 5%, devrait enregistrer une expansion de 2% en 2009, alors que la tendance partout est à la récession. Des experts, cités dans la presse africaine, estiment que l'Afrique de l'Est, qui dépend moins que d'autres régions du continent des ressources naturelles et donc moins tributaire de la baisse des cours ont chuté récemment, peut même tabler sur une prévision de croissance de 3,8%.

L'avis est cependant que les investissements massifs, notamment dans les secteurs des télécommunications et des services financiers, risquent d'être freinés par l'instabilité politique, le poids des bureaucraties et le sous-développement des infrastructures.

Mais un des obstacles majeurs est dans la question du transport. Le coût est deux fois plus élevé en Afrique qu'ailleurs et rend le commerce intra-africain difficile à développer.

Regain d'intérêt

Les investisseurs institutionnels comme les fonds de pension, qui se sont désinvestis de manière significative en septembre, reviennent aujourd'hui en Afrique sub-saharienne, notamment au Nigeria.

Le retrait, au cours des dernières années, d'entreprises occidentales a ouvert la voie à des investissements provenant de pays arabes, de Chine et de l'Inde.

L'investissement chinois est prodigieux. Selon des données publiées dans la presse, le stock d'investissement chinois en Afrique a été évalué de 6 à 7 milliards de dollars en 2007.

D'après ces indications, les sociétés chinoises s'implantent dans tous les secteurs: télécommunications, bâtiment, transports, commerce, exploitation pétrolière, mise en valeur des ressources naturelles..

L'Afrique est un "point chaud pour l'investissement", confirme le président de la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), Jian Jianqing, qui a participé au WEF, dont l'établissement possède 20% de la banque sud-africaine Standard Bank, un des investisseurs les plus importants en Afrique sub-saharienne. Il a affirmé à la presse que le retour sur investissement y est en moyenne de 24 à 30% contre 16 à 18% dans les pays développés.

"Nous soutenons fortement les investissements que peut faire la Chine en Afrique", souligne la directrice de la Banque mondiale, tout en rappelant cependant qu'au-delà des investissements privés, l'aide internationale demeure vitale pour que les pays africains surmontent la crise.

L'investissement arabe suit la même tendance. La banque marocaine, Attijariwafa Bank, a acheté en novembre 2008 cinq filiales africaines de la banque française du Crédit agricole.

Soud Ba'alawy, à la tête de Dubaï Group: "Ces 20 dernières années, l'Afrique a connu une très bonne croissance. Aujourd'hui, le PIB (Produit intérieur brut) du continent est bon. C'est très intéressant pour l'investissement."

La presse africaine relève que plusieurs banquiers ont exprimé au cours des débats leur confiance dans la perspective de l'économie africaine, tout en saluant les manières innovatrices des financements en faveur de l'économie de l'Afrique. Les banquiers soulignent que la morosité économique mondiale a fait passer le taux de croissance économique de l'Afrique de 5% à 2,5%. En dépit de la baisse des afflux de capitaux conventionnels, les financements obtenus avec les méthodes innovatrices sont en train d'augmenter et d'apporter des fruits en Afrique.

James Mwangi, gouverneur de l'Equity Bank du Kenya, a fait remarquer qu'il y a de "grandes innovations" dans la mobilisation des ressources intérieures, comme les banques mobiles qu'il considère comme étant révolutionnaires et prometteuses. Ce genre de banques, selon Mwangi, avancent rapidement au Kenya et attirent déjà plus de sept millions de souscripteurs.

Humphrey J. Borkum, président de la branche sud-africaine de la Banque d'investissement

américaine Merrill Lynch, a souligné pour sa part l'importance de deux catalyseurs pour consolider la perspective optimiste sur l'Afrique: l'investissement gouvernemental dans les infrastructures et les dépenses des consommateurs.

Toutefois, a-t-il été souligné dans un des ateliers consacré à l'impact social, le processus de modernisation des infrastructures de l'Afrique doit en tenir compte.

Dans ses propos rapportés par la presse, le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO), Kandeh Yumkella, a souligné que le développement social et le calendrier de la croissance économique devraient être pris en considération simultanément.

L'infrastructure a été identifiée lors de cette plate-forme portant sur "les Implications de la crise économique globale sur l'Afrique" comme l'une des trois exigences à long terme présentée par le Rapport sur la compétitivité de l'Afrique 2009, publié mercredi, pour but de rendre plus compétitives les économies africaines dans le commerce avec d'autres parties du monde.

Source WEF Africa, Fathi Bchir, www.mediaafrique.info

APE: Une douzaine de journalistes économiques s'interrogent : Où en est la presse économique ouest africaine ?

Une douzaine de journalistes économiques ouest africains s'interrogent réunis au Sénégal la semaine dernière pour évaluer la contribution spécifique des médias économiques aux négociations d'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Afrique de l'Ouest (AO) et l'Union européenne (UE). Le thème de cet atelier de trois jours est : « Les négociations entre l'UE et la CEDEAO : où en est la presse économique ouest africaine ? »

Venus du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali, du Nigeria et du Sénégal, à raison de deux par pays, les journalistes économiques appuyés par un groupe d'experts sur les négociations commerciales et le Bureau résident de la Friedrich

Ebert Stiftung à Dakar ont trois jours pour faire une mise à niveau de leurs connaissances sur les négociations en cours, échanger sur les meilleures pratiques en matière de journalisme économique dans le cadre du suivi des négociations et asseoir les bases d'une coopération plus intense entre les journalistes économiques de la région Afrique de l'Ouest.

Le ministre sénégalais en charge du commerce, M. Amadou Niang, qui a procédé à l'ouverture des travaux, a invité les journalistes à « se débarrasser des préjugés qui font croire qu'à tout point de vue, l'APE est un piège pour les pays ACP et qu'un traquenard serait conçu quelques part dans les bureaux de la Commission européenne pour nuire aux intérêts des pays africains ».

Outre l'exposé sur l'état actuel des négociations présentées par le Directeur du commerce extérieur du Sénégal, M. Cheikh Sadibou Seck, les participants ont eu droit au cours de la matinée de cette première journée à une présentation du Coordonnateur de la Plate-forme régionale de la société civile, Docteur Cheikh Tidiane Dieye. Cette présentation est consacrée à la restitution des scénarios dégagés par un groupe d'experts sur les négociations d'APE avec l'appui de la Friedrich Ebert Stiftung et du Centre Sud.

Les travaux en groupes ont permis aux participants d'analyser « les contraintes liées à la collecte d'informations économiques fiables » et « les limites de l'engagement citoyen du journaliste économique ».

Cet atelier intervient à un moment où les négociateurs en chef de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union européenne ont pris la décision conjointe de reporter la signature de l'APE au 31 octobre 2009

EVENEMENTS ET PUBLICATIONS

Evénements :

29 – 3 Juillet, OMC, Genève, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

2 – Juillet, OMC, Genève, Comité de l'agriculture

6 – 7 juillet, OMC, Genève, Deuxième Examen global de l'Aide pour le commerce

7-9 juillet 2009 Genève, Suisse, CNUCED, Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence, dixième session

8- 10 juillet, L'Aquila, Italie, Sommet G8 2009. Contact : www.g8italia2009.it/G8

14 – juillet, OMC, Genève, Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie

15 – Juillet, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement

L'idée centrale de cet ouvrage tourne autour de la possibilité d'aménager à l'OMC un régime juridique spécial aux africains, qui leur permet de faire face à leurs contraintes économiques intérieur avant de se lancer dans une libéralisation intégrale. Paru aux éditions l'Harmattan en Juin 2009.

OMC, L'Ouverture des marchés pour le commerce des services ; Opening Markets for Trade in Services.

Publié en Février 2009, elle met en exergue les principales difficultés et possibilités qui se présentent dans le secteur des services dans une économie mondialisée. Elle examine plus particulièrement les mesures unilatérales prises par les pays dans le monde entier et la libéralisation bilatérale et multilatérale du commerce des services.

Publications

CCI, Répertoire mondial d'organisations de promotion du commerce et autres institutions d'appui au commerce.

Il propose la mise à jour du répertoire d'organisations de promotion du commerce et autres institutions d'appui au commerce dont les activités ont trait au commerce international dans 202 pays/territoires avec adresses, numéros de téléphone et de telefax, adresses de messagerie électronique et de sites Internet.

CNUCED, Le développement économique en Afrique rapport 2009. Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique. La crise financière mondiale exige que l'on repense les méthodes d'approche du développement international. Un facteur est important pour l'Afrique, c'est l'intégration régionale comme moyen de remédier aux faiblesses structurelles qui depuis longtemps affaiblissent la croissance à long terme de la plupart des pays du continent, accentuent leur vulnérabilité économique et compromettent les mesures de lutte contre la pauvreté.

Dr Elh Diouf, L'Afrique et le droit à la différence dans les négociations commerciales Internationales.